

## Burundi : début de l'enrôlement des électeurs pour les élections de 2015

@rib News, 24/11/2014 - Source Xinhua Les Burundais en âge de voter (18 ans et plus) sont appelés à aller se faire enrôler à partir du 24 novembre jusqu'au 7 décembre pour les élections de 2015, enrôlement qui commence sur fond de controverses. "L'enrôlement des élections sur tout le territoire national commence le 24 novembre 2014. Nous disons et nous insistons : aller s'inscrire, c'est l'étape préalable pour voter ou pour se faire voter en 2015. Nous invitons donc la population à aller massivement se faire enrôler", a déclaré dimanche Pierre Claver Ndayicariye, président de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI).

Le même appel a été lancé par Jean Minani, président du parti Frodebu Nyakuri, une aile du parti hârité de feu le Président Melchior Ndadaye. "Nous demandons à ceux qui auront 18 ans ou plus lors des élections d'aller massivement se faire enrôler pour les élections de 2015. Cet appel est fait non seulement à l'endroit des membres et des sympathisants de mon parti ou à ceux qui ont l'intention de voter pour mon parti, mais aussi à tous les burundais qui veulent le changement parce que c'est important. La démocratie c'est cela", a souligné Jean Minani. Le président du parti au pouvoir, le Conseil National pour la Défense de la Démocratie, Forces de Défense de la Démocratie (CNDD-FDD), Pascal Nyabenda, a quant à lui encouragé les membres de son parti à aller massivement se faire enregistrer surtout que, comme il le dit "les membres du parti qui ont plus de moyens ont été sensibilisés pour aider ceux qui n'en ont pas pour qu'ils puissent se procurer de la Carte Nationale d'Identité (CNI)". Cette carte nationale d'identité est la principale pièce exigée pour se faire enrôler à côté des autres qu'on peut présenter si l'on n'en a pas, à savoir le permis de conduire, la carte de baptême, le permis de travail, la carte de fonctionnaire, la carte d'assurance maladie, la carte de la Mutuelle de la Fonction Publique et les matricules de policiers et de militaires. Les détenteurs de toutes ces autres pièces autres que la CNI devront se présenter devant les agents recenseurs avec trois personnes qui les connaissent pour accepter leur enrôlement. Pour l'aile du parti Union pour le Progrès National (UPRONA), proche du pouvoir, ses membres sont déjà sensibilisés pour répondre présents massivement à cet enrôlement, comme l'a dit Gaston Sindimwo, un des cinq dirigeants du directoire du parti. Tous ces appels à aller se faire enrôler massivement se font au moment où certains des partis de l'opposition demandent plutôt le report de la date du début de cet enrôlement tandis que d'autres manifestent un certain mécontentement à la façon de distribuer les CNI et de comment les commissions de démarrage de la CENI ont été mises en place dans les provinces et dans les communes. Pour Léonce Ngendakumana, président à la fois du parti Sahwanya Front pour la Démocratie au Burundi (FRODEBU) et de l'Alliance des Démocrates pour le Changement (ADC-Ikibiri), "le processus électoral est déjà biaisé eu égard à la manière dont la CENI a été mise en place de façon inconstitutionnelle, une commission qui est inféodée au parti au pouvoir". Il avait même demandé le report de cet enrôlement tout comme le président de la CENI de 2005, Paul Ngarambe, qui estime qu'il y a encore suffisamment de temps pour ne pas faire le presse-temps au moment où certains des partenaires demandent ce report. Quant à Agathon Rwasa, président du parti Front National de Libération (FNL), non reconnu aussi par le pouvoir, les textes de loi auxquels se réfère la CENI pour cet enrôlement et toutes les autres activités qui vont suivre dans ce processus électoral "sont lus dans le sens d'avantager le parti au pouvoir contre le reste et la CENI s'efforce de mettre en exergue la pratique du diviser pour régner". Rwasa Agathon, comme tous les autres présidents légitimes des partis qui ne sont pas reconnus légalement par le pouvoir (UPRONA dirigé par Charles Nditije, UPD Zigamibanga dirigé par Chauvineau Murwengezo), estime que l'enrôlement risque d'avoir beaucoup de problèmes parce que, explique-t-il, "au niveau du personnel qui va effectuer cet enrôlement, il y a mille et une grognés. Apparemment, on met tout un échafaudage qui va aider la CENI et le pouvoir à frauder les élections au profit de CNDD FDD".